

WEBINAIRE

ANTHROPOCÈNE

1^{ER} FEVRIER 2023
12H00 – 15H00 (CET)

Évènement bilingue
(français / anglais) avec
interprétation simultanée

Inscription obligatoire
<https://cutt.ly/yM1zaQA>

Il s'agit du troisième webinaire d'une série prévue tout au long de l'année 2023 pour célébrer le 150^{ème} anniversaire de l'Association de droit international (ADI).

Ce webinaire discutera du Livre Blanc consacré à l'Anthropocène. Il sera l'occasion de se pencher sur les défis et possibles scénarii futurs et d'appréhender les questions et options pour de potentielles solutions.

Livre Blanc est disponible ici :
<https://www.ilaparis2023.org/livre-s-blancs/lanthropocene/>



« COP 21 » - Christine ESTÈVE - Oil and collage - 2021 - Tirage offset 50/40

Présidence : **Mario Oyarzábal**, Ambassadeur d'Argentine aux Pays-Bas

Discours d'introduction : **Sandrine Maljean-Dubois**, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille

Oratrices et Orateurs

Nicolas Angelet, Professeur à l'Université libre de Bruxelles

Winnie Cheche, Blogueuse engagée, activiste climatique

Nisreen Elsaïm, Présidente du Groupe de Jeunes experts auprès du Secrétaire général des Nations unies pour le changement climatique, le climat et la sécurité

Carmen Gonzalez, Professeur à Loyola University, Chaire Morris I. Leibman

Lamia Mohsin, Spécialiste du développement, Chercheuse dans le domaine du climat

Nilufer Oral, Membre de la Commission du droit international

Marcos Orellana, Rapporteur spécial sur les substances toxiques et les droits de l'homme

Hans van Loon, Ancien Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé

Solomon Yeo, Directeur de la campagne des Étudiants des Îles Pacifiques pour le changement climatique (PISFCC)

Présidence



Mario Oyarzábal (Argentine) est Ambassadeur d'Argentine aux Pays-Bas. Membre de la Commission du droit international des Nations unies (2023-2027). Professeur adjoint à l'Université de La Plata. Ancien conseiller juridique du ministère argentin des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte. Ancien représentant permanent adjoint auprès des Nations unies. Ancien consul adjoint à New York. Agent/Conseiller juridique de l'Argentine auprès de la Cour internationale de Justice et du Tribunal international du droit de la mer. Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye. Auteur/éditeur de 4 livres et de plus de 40 articles scientifiques sur le droit international. LLM, Université de Harvard.

Discours d'introduction

Sandrine Maljean-Dubois (France) est chercheuse en droit international. Elle enseigne le droit international et européen de l'environnement à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université d'Aix-Marseille (France). Ses recherches portent sur le droit international de l'environnement, en particulier sur le droit de la biodiversité et du changement climatique. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages et de nombreux articles sur ces sujets. Durant l'été 2019, elle a donné un cours à l'Académie de droit international de La Haye concernant le « Droit international et la biodiversité » (Recueil des cours, Brill/Martinus Nijhoff, 2020, tome 407, p. 123-538 ; Livre de poche, Brill/Martinus Nijhoff, 2021, p. 590, publication à venir en anglais). Elle a été la coordinatrice du Comité de l'ADI/ILA « Construire demain face à l'Anthropocène ».



Oratrices et Orateurs



Nicolas Angelet (Belgique) est avocat international. Professeur à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), membre du Barreau de Bruxelles et membre associé de Doughty Street Chambers, Londres. Juriste généraliste en droit international public avec un intérêt particulier pour les questions systémiques. Il enseigne notamment un cours sur « Le droit international et la crise climatique » qui analyse le droit international général depuis la perspective du changement climatique.

Winnie Cheche (Kenya) est une jeune écologiste, blogueuse, activiste climatique, bénévole et responsable de la communication au *Kenya Environmental Action Network*. Son enfance dans l'extrême pauvreté l'a réduite au silence pendant une grande partie de sa vie, mais sa passion pour la faune sauvage et la nature l'a aidée à retrouver sa voix – l'une des voix les plus fortes du mouvement de la jeunesse africaine pour le climat. Son parcours d'activiste a commencé en ligne par des tweets et des messages sur des sujets concernant le bien-être des animaux sauvages et le changement climatique. La rédaction de messages sur les médias sociaux s'est transformée en rédaction de blogs et en leadership éclairé, puis en gestion des stratégies de communication pour l'une des organisations à la tête du mouvement kenyan pour la justice climatique.



Nisreen Elsaim (Soudan) est Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur le changement climatique, le climat et la sécurité du Secrétariat général des Nations unies. Présidente de l'Organisation de la jeunesse soudanaise sur le changement climatique. Coordinatrice générale de *Youth and Environment - Sudan (YES)* [Jeunesse et Développement - Soudan]. Nisreen est également négociatrice junior au sein du Groupe des négociateurs africains en matière de transfert de technologie. Jeune activiste soudanaise, elle est aujourd'hui l'une des figures de proue en matière de climat et de sécurité dans le monde. Elle est titulaire d'une licence en physique et d'une maîtrise en énergies renouvelables de l'Université de Khartoum. Elle a rédigé plusieurs documents d'orientation sur le changement climatique, les énergies renouvelables, le genre et la jeunesse.

Carmen Gonzales (États-Unis) est Professeur de droit, titulaire de la Chaire Morris I. Leibman à la Faculté de droit de l'Université Loyola de Chicago. Elle est une experte de renommée mondiale en matière de droit international de l'environnement, de justice environnementale, de droits de l'homme et d'environnement, et de sécurité alimentaire. Elle a été présidente de la section du droit de l'environnement de l'association *American Law Schools*, membre et vice-présidente de l'Académie du droit de l'environnement de l'UICN et conseillère régionale adjointe de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Elle a enseigné dans de nombreux établissements universitaires prestigieux du monde entier et a participé à des projets de renforcement des capacités en matière de droit de l'environnement en Asie, en Amérique latine et dans l'ancienne Union soviétique.



Lamia Mohsin (Bangladesh) est une jeune chercheuse et praticienne du développement qui s'intéresse à des domaines clés tels que la résilience climatique, l'adaptation, la gouvernance locale et les politiques publiques. Elle fait actuellement ses études supérieures à la *London School of Economics and Political Science* dans le cadre de la bourse Chevening du gouvernement britannique. Elle a récemment rejoint le groupe des champions climatiques de haut niveau de la CCNUCC en tant que *Youth Fellow* en résilience. Lamia a précédemment travaillé en tant que consultante au bureau régional d'Asie du Sud du Centre d'adaptation mondiale, basé à Dhaka, où elle soutenait le rôle du centre en tant que courtière en solutions d'adaptation au climat, en étroite collaboration avec le gouvernement du Bangladesh et a soutenu la présidence bangladaise du *Climate Vulnerable Forum (CVF)* [Forum sur la vulnérabilité climatique], une alliance de 55 pays vulnérables au climat présidée par le Premier ministre du Bangladesh de 2020 à 2022.

Nilufer Oral (Turquie) est membre de la Commission du droit international et co-présidente du groupe d'étude de la CDI sur l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international. Elle est membre du Comité des experts juridiques de la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international et membre du Comité directeur de la Commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN. Elle a été conseillère juridique auprès du ministère turc des Affaires étrangères pour le droit de la mer et négociatrice pour le changement climatique. Elle est membre émérite de l'Institut du droit de la mer de *Berkeley Law*; elle a donné des conférences au *Centre for International Law* (NUS), aux cours de droit régional de l'ONU pour le droit international et à la *Rhodes Academy for the Law of the Sea*. Elle est actuellement *Senior Fellow* à l'Université nationale de Singapour (NSU).



Marcos Orellana (Chili) est Rapporteur spécial sur les substances toxiques et les droits de l'homme auprès du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il est expert en droit international et en droit des droits de l'homme et de l'environnement. En tant que conseiller juridique, il a travaillé avec des agences des Nations unies, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Il a également été conseiller juridique principal auprès de la présidence de la 25^{ème} conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Il a enseigné le droit international de l'environnement à la *George Washington University School of Law* et le droit international à l'*American University Washington College of Law*.

Hans van Loon (Pays-Bas) est un ancien secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé, membre de l'Institut de droit international et professeur honoraire à l'Université d'Édimbourg. Hans van Loon est à l'avant-garde du droit international privé depuis plus d'un quart de siècle. Il a travaillé, et publié entre autres, sur les aspects de droit international privé des litiges relatifs aux dommages environnementaux et au changement climatique. Il est coéditeur de « *The Private Side of Transforming our World - UN Sustainable Development Goals 2030 and the Role of Private International Law* » [Le côté privé de la transformation de notre monde - Les objectifs de développement durable 2030 des Nations unies et le rôle du droit international privé].



Solomon Yeo (Îles Salomon) est directeur de campagne de *Pacific Islands Students Fighting Climate Change* (PISFCC) [*Les étudiants des îles du Pacifique luttent contre le changement climatique*], une organisation dirigée par des jeunes dont les membres sont des étudiants des pays insulaires du Pacifique et qui fait campagne pour demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur le changement climatique et les droits humains. Il est titulaire d'une licence en droit et en arts (politique) depuis 2019 à l'Université du Pacifique Sud, avec une spécialisation en politique et en droit. Solomon consacre sa vie à la lutte contre le changement climatique et les inégalités. Il veut amplifier la voix des jeunes du Pacifique dans toutes les plateformes et les aider à obtenir justice.